

LA LIBERTE D'EXPRESSION

On peut parler ici de liberté de l'esprit dont la manifestation se concrétise à travers la reconnaissance d'une liberté d'expression.

On y trouvera la liberté pour l'individu d'avoir des convictions dans le domaine des idées, ce qui conduit bien souvent à opérer une distinction entre la liberté d'opinion et la liberté religieuse; l'ensemble pouvant être regroupé sous la notion de liberté de conscience.

Ces libertés s'expriment à travers différents supports: passant de la parole à Internet.

Ainsi la liberté d'expression regroupe la liberté de chacun d'exprimer publiquement sa pensée, ses idées, ses opinions, ses croyances, mais aussi le droit de la presse de communiquer, d'informer et de distribuer de telles pensées sans restrictions de la part des autorités.

Dans notre République démocratique ce droit à une valeur fondamentale, et c'est un droit individuel.

Historique: La consécration d'un droit fondamental

- La Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen, 1789

Article 11: « La libre communication des pensées et es opinions est un des droits les plus précieux de l'homme: tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement. » («sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi».)

- La Constitution Américaine, 1791

Article 1^{er}: «Le Congrès ne fera aucune loi accordant une préférence à une religion ou en interdisant le libre exercice, restreignant la liberté d'expression, la liberté de la presse ou le droit des citoyens de se réunir pacifiquement et d'adresser à l'État des pétitions pour obtenir réparation des torts subis».

Au nom de cette liberté constitutionnelle aucune loi ne peut interdire l'expression de quelques libertés que ce soit.

- En France: Loi du 29 Avril 1881

Consécration législative avec la loi sur la liberté de la presse.

- Au niveau mondial: Déclaration Universelle des Droits de l'Homme

L'ONU ayant le rôle de défenseur de la paix et de la liberté dans le monde, fondé en

1948, vota la DUDH dans laquelle la liberté d'expression est assurée par les articles 18 et 19 consacrant aussi la liberté de conviction et de religion:

Article 18: «Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites».

Article 19: «Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit».

- Au niveau européen: la Convention Européenne des Droits de l'Homme et du Conseil de l'Europe (ou Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales):

Article 10-1: «Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière. Le présent article n'empêche pas les États de soumettre aux entreprises de radiodiffusion, de cinéma ou de télévision à un régime d'autorisations.»

-2: «L'exercice de ces libertés comportant des devoirs et des responsabilités peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions prévues par loi, qui constituent des mesures nécessaires dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sécurité publique et à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire.»

- Au niveau International: Le Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques, votés par l'Assemblée générale des nations Unies en 1966

En son Article 19 elle reprend presque les mêmes termes que la convention européenne quant à la liberté d'expression: «Toute personne a droit à la liberté d'expression...sans considération de frontières.»

La liberté d'expression est-elle absolue?

Nous verrons dans une première partie la protection de la liberté d'expression puis dans une seconde partie les restrictions de cette dernière.

I/ LA PROTECTION DE LA LIBERTE D'EXPRESSION

Notre liberté d'expression se communique à travers différents supports: la langue, la presse, l'audiovisuel et Internet où nous pouvons exprimer librement nos opinions et nos croyances.

A/ Les dispositifs par lesquels la liberté d'expression est véhiculée.

N'oublions pas de rappeler l'importance de l'expression, de la communication qui s'effectue en tout premier par le langage, les mots..

L'idéologie nazie en est un exemple: d'après Victor Klemperer «Le nazisme s'insinua dans la chair et le sang du grand nombre à travers des expressions isolées, des tournures, des formes syntaxiques qui s'imposaient à des millions d'exemplaires et qui furent adoptées de façon mécanique et inconsciente.» Il montre que la langue du IIIème Reich «s'efforce par tous les moyens de faire perdre à l'individu son essence individuelle, d'anesthésier sa personnalité, de le transformer en tête de bétail, sans pensée ni volonté, dans un troupeau mené dans une certaine direction et traqué (...). C'est la langue du fanatisme de masse dont les traits caractéristiques sont la pauvreté du langage, la prégnance du vocabulaire militaire, racisme, mobilisation d'un fanatisme de type religieux, romantisme, usage systématique du superlatif etc.»

Le Conseil Constitutionnel, dans sa décision du 29 Juillet 1994 à propos de la loi relative à l'emploi de la langue française indique que la liberté de communication des pensées et des opinions, proclamées par la DDHC de 1789 «implique le droit pour chacun de choisir les termes jugés par lui les mieux appropriés à l'expression de sa pensée; que la langue française évolue, comme toute langue vivante, en intégrant dans le vocabulaire usuel des termes de diverses sources, qu'il s'agisse d'expressions issues de langues régionales, de vocables dits populaires ou de mots étrangers.» (La directrice des ministères/ la professeure /la maîtresse de conférence)

L'arrêt HANDYSIDE: il s'agissait de la protection de la morale, au nom de laquelle les tribunaux britanniques avaient ordonné la saisie et la destruction de tous les exemplaires d'un ouvrage destinés aux adolescents et traitant de sexualité de manière jugée trop incitative. La Cour a considéré que l'article 10 de la CEDH n'avait pas été méconnu, en insistant sur le fait que l'absence de définition européenne uniforme de la morale conférait aux autorités nationales une importante marge d'appréciation.»

Cet arrêt énonce que la liberté d'expression constitue l'un des fondements essentiels de pareille société (la société démocratique), l'une des conditions primordiales de son

progrès et de l'épanouissement de chacun.

Le Conseil constitutionnel, dans sa décision importante des 10 et 11 Octobre 1984 relative à la loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse semble faire écho à l'arrêt Handyside. La liberté de communication des pensées et des opinions constitue, dit le Conseil «Une liberté fondamentale, d'autant plus précieuse que son exercice est l'une des garanties essentielles du respect des autres droits et libertés et de la souveraineté nationale.»

De fait l'ampleur de la liberté d'expression est l'un des meilleurs indicateurs du caractère authentiquement libéral d'une société. Tout glissement vers l'autoritarisme se traduit inmanquablement par des restrictions apportées à la liberté d'expression.

Le Conseil Constitutionnel a reconnu la valeur constitutionnelle à la liberté de la presse dans ses décisions des 10 et 11 Octobre 1984.

Les libertés d'expressions, de la presse et de l'audiovisuel ne se définissent que dans un cadre pluraliste et transparent quel que soit le secteur concerné.

Il s'agit ici de protéger la liberté du destinataire qui doit être compatible avec celle de l'émetteur.

Le pluralisme se traduit par la liberté de choix découlant du droit à l'information. L'arrêt rappelle que «le pluralisme des quotidiens d'information politique et générale (...) est en lui-même un objectif de valeur constitutionnelle», précisant que la liberté de communication «ne serait pas effective si le public auquel s'adressent ces quotidiens n'était pas à même de disposer d'un nombre suffisant de publications de tendances et de caractères différents et fixant comme objectifs «que les lecteurs qui sont au nombre des destinataires essentiels de la liberté proclamée par l'article 11 DDHC soient à même d'exercer leur libre choix sans que ni les intérêts privés ni les pouvoirs publics puissent en faire l'objet d'un marché.»

Le citoyen peut avoir le choix entre plusieurs titres n'appartenant pas au même groupe de presse.

La liberté s'exprime aussi dans l'Art. Dans son arrêt Müller, 24 Mai 1988, la cour énonce que «ceux qui créent, interprètent, diffusent ou exposent une œuvre d'art contribuent à l'échange d'idées et d'opinions indispensable à une société démocratique. Cette liberté est ainsi nécessaire à l'épanouissement de chacun.

B/ Les idées librement exprimées.

A priori dans la liberté d'expression, il y a la liberté d'exprimer ce que l'on souhaite exprimer.

La liberté d'expression comprend:

- la liberté d'opinion =
- }
- } La liberté de conscience
- la liberté religieuse =

La liberté d'opinion concerne les convictions non exprimées de l'individu et interdit donc toute tentative étatique d'endoctrinement.

Ainsi dans l'arrêt «Vogt contre Allemagne», CEDH, 1995 : il y a eu révocation 'une enseignante pour l'expression de ses idées communistes constitue une condamnation disproportionnée (donc atteint à l'article 10 de la CEDH).

En France, le CE, dans son arrêt Barel, du 28 mai 1954: une autorité administrative ne peut pas écarter un candidat à un concours de la fonction publique en se fondant uniquement sur ses opinions politiques.

CE, Kheroua, Novembre 1992 «Le port d'un signe ou d'un vêtement religieux n'est pas incompatible avec la laïcité, dès lors que cela ne constitue pas un acte de provocation, de pression, de prosélytisme ou de propagande.»

De même dans son arrêt du 15 janvier 1975 «IVG», Le Conseil Constitutionnel admet que les médecins sont libres ou non d'y participer au nom de leur liberté de conscience.

D'après Handyside, la société démocratique suppose le pluralisme, la tolérance et l'esprit d'ouverture, ce qui a pour conséquence que la liberté d'expression «vaut non seulement pour les informations ou idées accueillies avec faveur ou considérées comme inoffensives ou indifférentes, mais aussi pour celles qui heurtent, choquent ou inquiètent l'État ou une fraction que conque de la population. La liberté de la presse fournit ainsi l'un des meilleurs moyens de connaître et juger les idées et attitudes des dirigeants.»

Arrêt «Künstler contre Autriche», 25 Janvier 2007, CEDH: La cour avait conclu à la violation de l'article 10, suite à l'interdiction d'exposer une œuvre qui représentait des scènes sexuelles mettant en scène des personnages nus dont la tête, à la suite d'un collage de photographies, était celles de personnages contemporains, dont les parlementaires, et ce quoique la cour ait relevé le caractère outrageant et caricatural du résultat.

CA Paris, 12 Mars 2008, les caricatures du prophète Mahomet: la cour considère que ce n'est pas une injure envers un groupe de personnes pris dans son ensemble, c'est-à-dire la communauté musulmane; mais c'est une critique envers certains d'entre eux: les intégristes violents.

Nous avons vu dans cette première partie les dimensions personnelle et politique de la liberté d'expression en ce que chacun peut avoir sa liberté d'opinion, d'expression, de conscience et en ce que la liberté d'opinion est nécessaire et indispensable dans une démocratie.

Cependant en France cette liberté d'expression, malgré son caractère fondamental, comporte des restrictions.

II/ LES EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA LIBERTE D'EXPRESSION

La liberté d'expression est restreinte dans sa diffusion donc à travers les modes d'expressions et qui plus est...tout ne peut pas se dire en France.

A/ restrictions instaurées par les textes.

Article 10 C°EDH: cet article vise les restrictions nécessaires «à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre ou à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire.»

La C°EDH dans son article 10§2 précise que «l'exercice de ces libertés(...) peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions prévues par la loi.»

Il n'y a pas de références à des restrictions dans la déclaration universelle des droits de l'Homme.

Le Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques dans son article 19§3 «L'exercice des libertés(...) peut (...) être soumis à certaines restrictions (...) expressément fixées par la loi.»

En France: la liberté de chacun s'arrête là où commence celle des autres!

La liberté de tout dire et dans n'importe quelle situation pourrait nuire à la liberté d'autrui, causant des dommages directement ou indirectement.

Ainsi dans la D°DHC il est bien fait mention à l'article 11 de cette restriction par l'expression «sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.»

De plus l'article précise que «la liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui; ainsi l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que la loi.»

La décision du Conseil Constitutionnel du 27 janvier 1982 reconnaît la liberté de communication de l'audiovisuel comme une liberté fondamentale mais qui n'est ni générale ni absolue car il y a l'autorisation préalable admise qui est garantie par une autorité indépendante : Le CSA: conseil supérieur de l'Audiovisuel. (Cependant, N. Sarkozy nomme, à la place du CSA, les directeurs des programmes de chaînes....).

B/ L'expression de ces restrictions.

On protège quoi?

On protège:

- la morale

- la sauvegarde de l'ordre public
- la réputation et les droits d'autrui

Les exceptions à la liberté d'expression peuvent être réparties en deux parties:

*) Protection des personnes, des groupes et des valeurs: interdiction de:

- la diffamation
- les injures
- la provocation à la haine, à la violence et à la discrimination.

*) Protection de l'État: on protège:

- la sécurité publique
- l'ordre public.

L'injure (1), la diffamation (2), la provocation à la haine, à la violence et à la discrimination (3) sont les éléments constitutifs du délit de presse.

Le délit de presse:

1. L'injure se définit comme «toute expression outrageante, termes de mépris ou invective qui ne renferme l'imputation d'aucun fait» : article 29 de la loi de 1881 (sur la liberté de la presse).

Revenons à l'affaire des caricatures: le TGI de Paris, dans sa décision du 22 mars 2007 avait relaxé Charlie Hebdo poursuivi sur l'article 33 alinéa 3 de la Loi de 1881.

Pour le tribunal ces caricatures doivent être considérées comme participant à la réflexion dans un débat d'idées sur les dérives de certains, les intégristes.

La CA de Paris confirme au motif que la liberté d'expression vaut pour les idées qui heurtent, choquent ou inquiètent et les conditions de pluralisme, de tolérance et d'ouverture d'esprit digne d'une société démocratique : arrêt Handyside!

2. La diffamation: article 29 de la loi de 1881, se définit comme «toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé. C'est l'exigence d'un fait précis qui différencie la diffamation de l'injure.

Au cœur de la diffamation se trouve l'atteinte portée soit à l'honneur soit à la considération de la personne.

La première notion se rapporte à l'opinion qu'a de la personne le public en général, la seconde à celle de l'entourage ou des collègues de l'intéressé.

Les insinuations, les présentations équivoques (insertion d'une photographie de la personne pour illustrer un article consacré à des pratiques douteuses; rédaction d'une légende de photographie ou d'un titre diffamatoire...) sont jugés diffamatoires.

Cependant on peut essayer de prouver sa bonne foi. Le prévenu, pour ce délit réel ou supposé pourrait alors se voir exonérer de sa responsabilité pénale s'il établit les 4 éléments suivants:

- intérêt/but légitime (1^{ère} Ch. Civ, 3 avril 2007): l'impression diffamatoire doit être objective utile à l'information du public, la critique d'agissements, de propos, ou d'œuvres ne doit pas servir de prétexte à une mise en cause de la personne,

- il faut prouver que l'on a été sincère: absence d'animosité (Cass., Crim. 17 Juin 2008), c'est-à-dire que l'on ait cru et pu légitimement croire à la véracité de l'information publiée,

- il faut avoir fait preuve de prudence dans l'expression de ses propos et d'objectivité: Cass., Crim, 11 Sept 2007,

- enfin il faut avoir fait une enquête sérieuse et contradictoire : Cass., Crim. 9 Jan 2009: cela suppose des vérifications qui doivent être d'autant plus approfondies que l'information est à priori surprenante ou préjudiciable à la personne mise en cause, une enquête honnêtement menée et une présentation de l'information qui fasse état des doutes ou des contestations dont elle peut faire l'objet et des réactions de la personne mise en cause.

C'est ainsi qu'un jugement fait bénéficier de la bonne foi un historien qui, dans un ouvrage consacré aux ordres de chevalerie, avait qualifié d'ordre de chevalerie fantaisie l'Ordre souverain de Saint Jean de Jérusalem: il est noté que l'œuvre est le fruit d'un travail de recherche approfondi et sérieux et qu'elle fait état, quoique avec ironie, de la thèse de l'Ordre. On est donc en présence d'un exercice légitime de la critique historique: TGI Paris, 14 Mars 1984.

3. La provocation à la haine, violence et discrimination. Article 24, alinéa 8 de la loi 1881: tombent sous le coup de la loi ceux qui «auront provoqué à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée.»

Cependant les tribunaux interprètent cet article de manière assez stricte! A vous de juger ce qui suit:

Cass., Crim., 29 Janvier 2008: Un commandant de bord, lors d'un contrôle obligatoire par un membre de la sécurité aéroportuaire est de concession juive. Il lui a dit publiquement «Si je vous avez connu il y a 60 ans à Vichy, je vous aurais cramé!».

Malgré que, en plus, cela fut prononcé publiquement, la cour de Cassation a considéré qu'il n'était pas établi que les propos tendaient à provoquer autrui à la discrimination, à la haine ou à la violence.

La sauvegarde de l'ordre public et l'insertion de la loi Gayssot tendant à réprimer tout propos raciste, antisémite ou xénophobe introduit dans l'article 24 de la loi de 1881 sur la presse, est innovante par la qualification de délit la contestation de l'existence des crimes contre l'humanité.

De plus, il appartient à la cour de Cassation de savoir si dans les propos du prévenu, Bruno Gollnisch, membre du FN, se retrouvent les éléments légaux tels que définis dans la loi par l'article 24 bis. Ainsi la cour casse l'arrêt de la CA car les propos tenus renferme des contradictoires : «Moi je ne nie pas l'existence des chambres à gaz, mais l'existence c'est aux historiens d'en discuter.» Cela n'a pas permis de caractériser à la charge du prévenu le délit!

Enfin n'y a t-il pas trouble à l'ordre public et menace à l'intégrité et protection du corps humain quand on peut lire sur Internet des absurdités telles que «Comment devenir

anorexique en 10 leçons...»:

«Les gros sont cons, les minces sont des dieux. Voilà le slogan.

Règle n°2: Être mince est plus important qu'être en bonne santé

Bénéfice n°14: Tu seras parfaite, la nature t'a faite ainsi, sans toute cette graisse qui recouvre qui tu es vraiment.»

(N'y a -t-il pas une interprétation très libre de la liberté d'expression?)

En conclusion on voit bien que pour que la liberté d'expression puisse continuer dans son évolution, des restrictions doivent être lui apporter sinon cela serait une porte ouverte à tout.

Cependant il existe le principe d'interprétation stricte selon lequel les restrictions sont très encadrées et limitées à travers une étude pragmatique de leurs sens et de

leurs portées par les juridictions.